

# *Conseil Territorial de Santé des Yvelines du 13 février 2018*

## *COMPTE-RENDU*

### 1) Introduction par le Président du Conseil Territorial de Santé :

**Le Président** rappelle le calendrier des prochaines dates de CTS :

- Le PRS devrait être consultable sur site de l'Agence Régionale de Santé à partir du 15 février
- Conseil Territorial de Santé du 13 mars 2018 : Thème « PRS2 et PRSE3 »
- Conseil Territorial de Santé du 10 avril 2018 : Thème « oncologie », en présence du Président de l'Inca Professeur Norbert Ifrah et du Professeur Rousselot
- Conseil Territorial de Santé du 15 mai 2018 : Thème « éthique en santé », en présence d'Emmanuel HIRSCH
- Conseil Territorial de Santé du 12 juin 2018 : Thème « nutrition »

Quelques actualités sur le Département des Yvelines :

**M. Pulik** communique des informations essentiellement météorologiques :

- Concernant les inondations, retour à la normale. Le pic de crue atteint a été de 6,72 mètres. Seul le Centre Hospitalier de Meulan-les-Mureaux a été impacté, nécessitant le transfert de la quasi-totalité des patients.
- Au sein des hôpitaux, nous avons assisté à d'importantes tensions dans les services de traumatologie. De très nombreuses fractures dues aux glissades ont été constatées, ce qui a entraîné une suractivité de l'ordre de 150 %, soit 1150 patients supplémentaires, sur la région, à opérer.

**M. Pulik** remercie M. Karl Olive, Maire de Poissy, pour sa participation et la présentation de son expérience, la mise en place d'une activité sportive sur le temps de travail, pour chaque agent de la ville de Poissy. L'idée est très intéressante, l'ARS souhaite la diffuser très largement.

**M. Cuisigniez** prélude la réunion plénière du jour sur le thème sport santé.

Des études ont démontré l'importance du sport dans le monde de la Santé. En effet, le bien-être est un facteur majeur, en termes de santé sanitaire, médical et notamment en terme d'apports sociologiques, démographiques, sociaux (la réinsertion des personnes handicapées).

Le sport santé s'est mis en place il y a quelques années en France. En octobre 2012, Marysol Touraine ancienne Ministre de la santé et Mme Fourneyron ancienne Ministre des sports, ont établi un plan commun décrétant que le sport était un facteur majeur de santé publique. Le sport santé se développe sur le plan institutionnel et se met à la recherche de relais sur le terrain.

**2) Conférence « Sport et santé » en la présence de M. Karl OLIVE, Maire de la ville de Poissy (Poissy bien-être), de Mme Lucile BRETON, Direction départementale de la Cohésion Sociale, de M. Thibault SOMMACAL, Comité Départemental Olympique et Sportif des Yvelines, de M. Guillaume MOURET, Délégation départementale ARS Yvelines (Prescri'forme), Mme Barbara PERELMAN- Institut de Promotion de la santé (sports sur ordonnance SQY)**

---

**M. Karl Olive**, Maire de Poissy présente une initiative dans le milieu professionnel.

Il vient partager une démarche qui a cheminé depuis bien longtemps dans les esprits Pisciacais. Pour être convainquant dans le projet proposé pour les administrés, il faut déjà en être convaincu. Les vertus du sport sont importantes pour lui depuis son enfance.

En 2014, il a été proposé aux administrés de la ville de Poissy de venir courir tous les samedis matin, une course (la Cavalcade) ouverte à tous ceux qui souhaitent se faire plaisir à venir courir. Cela fait bientôt 4 ans que cela existe, ils étaient 5 personnes au commencement, aujourd'hui ce sont près de 120 personnes qui viennent courir de 9h à 10h chaque samedi matin. C'est également un exercice de cohésion sociale.

En 2016, un des administrés faisant partie de la Cavalcade a proposé de mettre en place cette même initiative, dans le cadre du temps de travail, pour tous les agents de la ville de Poissy.

Cela n'existait pas auparavant. L'idée est tout simplement d'offrir deux heures de sport aux agents de la ville de Poissy pendant le temps de travail. Un PACT (Plan d'Amélioration des Conditions de Travail) a alors été mis en place, avec onze mesures phare (ex : une hotline 24h/24 qui permet aux agents en souffrance de joindre un interlocuteur indépendant recevant leurs doléances ; un rendez-vous programmé avec le responsable de service après les retours de congés pour congés maladie) ; le « Poissy bien-être » : proposer aux agents, dans le cadre du temps de travail, deux heures de sports doux, validés par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie ainsi que par la médecine préventive.

A titre d'exemple de sports proposés : la marche, la marche nordique la natation, l'aquajogging, l'aquabiking et le yoga. Sur l'ensemble de la semaine, 16 créneaux différents sont proposés aux agents. Si les agents de la fonction publique sont capables de s'organiser pour aller faire de la formation interne, ils doivent également être capables de s'organiser dans le cadre d'une formation de sport.

Un centre de formation, encadré par des diplômés d'Etat salariés de la ville de Poissy, a été créé au sein de la collectivité. Cela se présente sous la forme d'une période de 10 semaines, à l'issue de laquelle les agents assistent à une intervention de santé active, évaluée de la CPAM, sur une durée de 2h au sein de la collectivité. Depuis la mise en place de cette initiative en 2017, les résultats sont très encourageants : sur le premier cycle de 10 semaines, 250 agents se sont inscrits durant la première session, 250 agents sur la deuxième, 200 agents sur la troisième et 250 agents sur la quatrième. Soit près de 1000 agents participants cette année.

Ce qu'il est important de souligner, c'est qu'au-delà des améliorations des conditions de travail, c'est un formidable facteur de cohésion sociale. Cela concerne toutes les catégories de personnel (A, B, C), avec 65% de femmes.

**M. Olive** constate que trois mois après la mise en place du projet, 90% d'agents ayant participé à ce programme sont satisfaits et plus épanouis.

Au fil du temps, l'idée s'est répandue et aucune altération sur le service rendu à la population n'a été constatée.

Aujourd'hui, un an après, le nombre de jours d'absentéisme du personnel a considérablement diminué : 750 jours d'absentéisme en moins, soit 3 équivalents temps plein, qui représentent 100 000€ d'économies sur le budget de fonctionnement de la ville.

Après validation de ce dispositif avec les organisations syndicales en janvier 2017, puis après présentation au Conseil municipal, il a été décidé de réinjecter une partie des 100 000 € d'économies dans l'acquisition de fauteuils plus ergonomiques, des repose-mains, repose-pieds. C'est un contrat gagnant-gagnant.

A noter que l'impact financier sur les finances de la ville est nul : les cours de sports sont dispensés dans des bâtiments publics, et encadrés par les éducateurs sportifs diplômés d'Etat de la ville de Poissy.

Une vingtaine de collectivités locales et territoriales sont intéressées par ce projet. Le dispositif sera présenté au 1<sup>er</sup> Ministre le jeudi 15 février 2018.

**M. Olive** est également le Président du Conseil de Surveillance du Centre Hospitalier de Poissy-Saint-Germain, il a pour souhait de mettre en place ce même dispositif au sein de l'Hôpital, mais il faut avoir la possibilité de le faire.

**Question :**

Quelles sont les activités les plus privilégiées par les agents parmi celles proposées ?

**Réponse :**

La marche nordique est très demandée. Une quarantaine d'agents y participent notamment le jeudi matin et le lundi matin. Il existe également des créneaux d'activité disponibles entre midi et 14h, l'agent aura alors la possibilité de déjeuner plus tardivement. Il est important que le dispositif soit accessible pour l'ensemble du personnel, par exemple les agents travaillant en crèche, il est difficile pour eux de se libérer en semaine, il a alors été décidé la mise à disposition de créneaux d'activité le samedi matin, pour ce type de personnel ou pour des ATSEM, et c'est tout à fait volontaire. L'impact financier est quasiment réduit à néant.

Certains agents ont émis la volonté d'élargir le champ d'activités proposées, comme le yoga ou du tir à l'arc avec un club de Poissy qui est prêt à offrir ses compétences.

**Question :**

Question à l'attention du Président du conseil de surveillance du Centre Hospitalier de Poissy-Saint-Germain : nous sommes persuadés que la qualité des soins aux patients est directement corrélée à la qualité de vie au travail de nos personnels, particulièrement dans le secteur médico-social ainsi que dans les structures EHPAD.

Est-il possible de porter la question suivante auprès du Premier Ministre : savoir si cette expérience serait envisageable afin d'améliorer la qualité de vie au travail du personnel, actuellement en souffrance dans le milieu hospitalier, et voir si ce dispositif pourrait se développer dans le secteur hospitalier et dans le secteur médico-social.

**Réponse :**

Sur l'hôpital de Poissy-Saint-Germain, il y a à peu près 3200 agents. Il est vrai que cela va changer les habitudes. Peut-être faut-il que cela vienne de nous, des élus, de l'ARS dans son impulsion ?

Depuis 2017, nous le constatons lors de nos visites sur l'ensemble des services de Poissy-Saint-Germain notamment. Il faut en effet rendre hommage à nos personnels, qui ont une expertise et une foi en bandoulière pour leurs patients, pour le travail, par rapport à des conditions qui sont parfois très compliquées. Je ne présume rien mais le Monsieur le Premier Ministre en sera informé.

**Question :**

Un an après la mise en place du dispositif, y a-t-il eu une évaluation plus précise, par exemple les raisons médicales qui amèneraient à tant de journées d'arrêt maladie en moins, travaillez-vous à partir d'un questionnaire ? Les agents sont-ils revenus d'eux-mêmes, de manière plus individuelle vers vous en dehors de ce programme ?

**Réponse :**

Tout d'abord, nous nous sommes rendu compte qu'une partie des agents se rendant à « Poissy bien-être » sont également au rendez-vous de la Cavalcade, organisée chaque samedi matin. C'est donc que le projet plaît davantage que ce que nous espérions.

De plus, ce dispositif est novateur : le fait de pouvoir faire du sport, dans le cadre du temps de travail, lorsque l'on n'en a pas la possibilité en rentrant chez soi, pour des raisons de transport, des contraintes liées à la vie familiale, c'est particulièrement attirant. Egalement, le sport a ses propres vertus : moins de pathologies comme les rhumes, les problèmes de dos. Aussi, le sport permet parfois d'apaiser des relations sociales parfois compliquées au sein des services, car lorsque les agents se retrouvent dans la même activité sportive, sans parler de travail, cela décroïssonne des non-disant. Le fait de retrouver des agents dans d'autres activités aujourd'hui nous conforte d'autant plus sur ce que l'on pourra peut-être appeler le sport sur ordonnance. Il était pour nous important d'avoir cette équation entre l'amélioration des conditions de travail, validée par les organisations syndicales et par le conseil municipal, et un taux d'absentéisme en baisse.

**Question :**

Comment peut-on faire pour que les autres villes puissent s'engager dans une telle démarche ? Jeudi nous prévoyons une réunion sur le nutri-score, n'y aurait-il pas une proposition du dispositif, une grille de lecture pour les Maires, une sorte d'acti-score qui viendrait identifier un peu le territoire dans lequel on est, savoir s'il est propice à l'activité physique ou au contraire s'il est dans un environnement qui n'est pas forcément propice à une plus grande activité physique ?

**Réponse :**

Très honnêtement, c'est une question de volonté. S'il n'y a pas de volonté, si nous ne sommes pas nous-mêmes convaincus, cela ne fonctionnera pas. Nous avons une quinzaine de grandes collectivités (Angoulême, Bordeaux, Châlons-sur-Saône, Troyes, etc.), le Conseil Départemental de la Sarthe, mais également Valérie Pécresse, Présidente de la région Ile-de-France, intéressés par ce dispositif. Quel que soit l'endroit, nous devons être capables de proposer des choses. Par ailleurs, il y a un particularisme qui peut être différent d'une collectivité à l'autre ou d'une institution à l'autre. Il se peut que dans le domaine hospitalier cela soit moins simple à mettre en place car il faudra alors convaincre les responsables de service que l'un de ses agents devra peut-être s'absenter deux heures. Mais cela n'a pas de prix. Et à l'arrivée, on constate les résultats positifs que l'on peut obtenir. L'idée d'un label est une belle idée, avec une grille référente, cela pourrait être mis en place.

**Présentation du Sport sur ordonnance : Prescri'forme**

Cf. présentation jointe

**M. SOMMACAL** apporte une précision sur le sport santé : il s'agit d'une activité physique adaptée. Le dispositif Prescri'forme a été mis en place sur la région Ile-de-France. Des études ont mis en avant qu'avoir un mode de vie actif était un des leviers pour préserver son capital santé. Récemment, une

étude européenne a été mise en place, l'étude PASS qui a cherché à observer en Europe l'impact que pouvait avoir l'activité physique, l'inactivité et la sédentarité sur la santé des européens.

Elle nous relate qu'en France, de moins en moins de gens sont actifs : le nombre de Français pratiquant au moins une activité physique et sportive par semaine est en baisse, tandis que le nombre de Français n'ayant aucune activité physique est en hausse. Elle démontre une crise de la sédentarité. L'OMS avait déjà effectué ce bilan. En conclusion : l'inactivité physique et la sédentarité représente un coût de près de 80 milliards d'euros en Europe par an de dépenses (arrêts maladies, etc.), pour près de 210 millions d'européens d'inactifs. Il est important de retenir que 30 minutes d'activité intense deux fois par semaine sont recommandées.

En 2012, une étude sur l'inactivité physique a démontré qu'elle avait un impact sur la mortalité plus important que le tabac.

**M. MOURET** expose qu'en Ile-de-France, seulement 14% de la population a une activité physique au niveau des recommandations de l'OMS. En effet, l'OMS recommande, pour un individu adulte : 158 minutes d'activité d'endurance modérée par semaine ou 75 minutes d'activité d'endurance plus soutenue. Voici les impacts notoires d'une activité physique régulière : diminution des arrêts maladie, réduction du risque d'apparition et d'aggravation de nombreuses pathologies chroniques, prévention du diabète, effet sur la santé mentale par la réduction du stress et dépression.

**Madame BRETON** explique le dispositif Prescri'forme, qui est la déclinaison francilienne du sport sur ordonnance à destination des patients en affection longue durée. Les outils pour sa mise en place : des clubs certifiés Prescri'forme, le carnet de suivi qui contient l'ensemble des informations médicales concernant le patient, le médecin traitant, l'éducateur puis un centre de référence ressources (un dans les Yvelines au sein du Centre Hospitalier Intercommunal de Poissy-Saint-Germain : le programme du Centre Médico-Sportif de Poissy-Saint-Germain) afin de prendre en charge le patient sur la pratique de tests / plateforme téléphonique.

Le médecin prescripteur examine le patient et lui remet le carnet de suivi Prescri'forme.

Le patient va être évalué puis pourra être pris en charge de façon adaptée puis réorienté.

Il existe 8 contrats locaux signés dont 6 avec des communes.

En France, les programmes passerelles concernent 10 millions de personnes en affection longue durée. L'activité physique proposée au patient est adaptée à sa santé : répétitions des séances d'activité, intensité, activité qui lui plaît, et encadrée par une personne compétente.

**Madame PERELMANN** présente le sport sur ordonnance sur Saint-Quentin-en-Yvelines. Cette agglomération est composée de 12 communes et de 230 000 habitants, où il existe des inégalités sociales et territoriales (seuil de pauvreté, espérance de vie, nombre de personnes âgées en hausse, etc.).

L'Institut de Promotion de la Santé est basé sur la commune de Trappes, mais un travail s'effectue sur les 12 communes de l'agglomération, grâce à une équipe de 6 professionnels de santé.

Le dispositif du sport sur ordonnance est en plein déploiement sur Saint-Quentin-en-Yvelines, dans le cadre du projet global sport santé « promouvoir la qualité de vie, le bien-être et la prévention de certaines maladies chroniques par la nutrition et la pratique de modes actifs aux différentes périodes de la vie ».

Le projet Prescri'forme s'inscrit en deux temps : février-juillet 2018 par la mise en œuvre de programmes d'ateliers « Forme et bien-être » puis à partir de septembre 2018 par le déploiement du dispositif Prescri'forme dans les communes et les hôpitaux.

Une rencontre avec les techniciens et élus sport et santé des 12 communes est prévue le 10 avril 2018.

**Question :**

La prise en charge des personnes individuelles :

Les personnes qui viennent doivent-elles payer la prestation ? Si ce n'est pas le cas, à combien revient le coût par personne pour effectuer un bilan ? Sur quelle partie avez-vous du mal à mobiliser les professionnels libéraux ?

**Réponse :**

Le Centre-Médico Sportif est pris en charge par une association sportive. La prise en charge des patients, s'effectue moyennant une cotisation de 40€ par patient. Aucun remboursement n'est pris en charge. Il faut verser une cotisation et licence.

Concernant l'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines, c'est elle qui finance le coût de l'éducateur et de la gestion du protocole mis en place, par groupe d'une quinzaine de personnes, pour 1h30, les locaux sont mis gratuitement à disposition.

**Question :**

Des personnes sont formées à l'activité physique adaptée, arrivera un moment où ce sera limité, par rapport à certaines pathologies du patient.

« Nous avons du mal à mobiliser les professionnels libéraux. »

Qui sait mieux que les professionnels de santé ce qu'il y a comme problème sous-jacent ?

**Réponse :**

Pour la place du médecin traitant dans le dispositif, la spécificité c'est cette plateforme téléphonique qui permet au médecin en capacité de cibler au mieux l'activité la plus pertinente pour le patient, son intensité, en fonction des motivations de la personne. Le médecin traitant ne se retrouve pas seul.

**Question :**

Question liée à la contrainte des transports, dans le but de se rendre dans les centres de référence. Lorsque les gens sont fatigués, la question des transports se pose. Est-ce évalué ou non ?

**Réponse :**

A ce jour, la contrainte liée aux transports est l'un des freins du dispositif dont nous avons conscience. Aujourd'hui, il n'y a qu'un seul centre de référence ressources, l'objectif est d'en ouvrir un second en 2019 puis troisième en 2020, afin de pallier à ce problème de maillage. Nous allons avec le CDOS et la DDCS rencontrer les communes du territoire afin de pouvoir répondre rapidement à ce besoin en termes d'homogénéité de l'offre sur le département.

**Question :**

Un carnet de suivi sera remis au patient par le médecin traitant.

Le choix des médecins à qui sont envoyés ces carnets de suivi : Comment s'effectue le choix ?

Quelle est la place du médecin traitant, suite à la prescription médicale dans le dispositif de suivi ?

**Réponse :**

Pour des raisons des contraintes budgétaires, tous les médecins du département bénéficieront d'un seul carnet de suivi. Un travail est actuellement en cours pour bénéficier d'une version dématérialisée du carnet de suivi, qui permettra de lever ce frein. Le carnet de suivi est un moyen de communication entre le médecin traitant, le patient, et l'éducateur qui le prendra en charge, qui le complètera afin qu'il puisse y avoir des ajustements. Il sert de liaison.

Le patient doit l'emmener avec lui à chaque consultation.

**Retour d'expérience de la Clinique des Trois Soleils (77) par M. Pulik :**

Cf. présentation jointe

**M. Pulik** évoque l'expérience réalisée sur la Clinique des 3 Soleils, en Seine-et-Marne. L'objectif : que les patients porteurs d'un handicap neurologique avec des séquelles importantes puissent accéder à la pratique sportive dans des salles de sport communes. La subvention est prise en charge par l'ARS. Le coût mensuel revient à 20€ par patient.

7

Les conclusions et perspectives :

Tout d'abord, un nouveau regard sur le handicap : vision de la part des personnes fréquentant les salles de sport lors de l'arrivée de personnes handicapées.

Ensuite, une approche inclusive : les personnes handicapées sont en milieu de droit commun. Egalement, un gain de socialisation : d'autres activités collectives demandées par les patients.

Concernant la place des kinésithérapeutes et des salles de sport : il y a 4 phases différentes et par conséquent de la place pour tous :

- Phase 1 : le service de soins de suite et de réadaptation avec les médecins et kinés
- Phase 2 : phase mixte avec kiné et début de salles de sport
- Phase 3 : en salles de sport avec aides financières
- Phase 4 : en salles de sport sans aides, les patients reprennent goût au sport.

Enfin, il sera bientôt mis à disposition des personnes handicapées quelques appareils spécifiques.

**M. Pulik** explique qu'un tel projet dans le département des Yvelines serait formidable.

**Question :**

Quels sont les créneaux réservés dans les salles de sport ?

**Réponse :**

Les créneaux choisis sont les périodes les plus creuses de la journée.

**Le Président** remercie tous les participants pour cette présentation.